

Brochure n° 3056

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT**

---

AVENANT DU 15 MAI 2018  
MODIFIANT L'ARTICLE 11 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1851046M  
IDCC : 1880

---

Entre :

FNAEM,

D'une part, et

CFE-CGC ;

FS CFDT ;

CGT CSD ;

FEC FO ;

FS CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Pour le présent avenant, les partenaires sociaux ont entendu revoir les modalités d'indemnisation des participants aux commissions prévues à l'article 11 de la convention collective du négoce de l'ameublement prenant en considération que la dernière réévaluation des barèmes d'indemnisation datait d'octobre 2013.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux entreprises et salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de négoce de l'ameublement tel que défini par son article 1<sup>er</sup>.

**Article 2**

*Modalités d'indemnisation*

Dans l'article 11 de la convention collective, le chiffre 6,5 est remplacé par le chiffre 7 et le chiffre 26 par le chiffre 30,5.

### **Article 3**

#### *Modalités de participation*

La dernière phrase du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 11 est remplacée par la phrase suivante :

« Les autorisations d'absence seront accordées au maximum à un seul salarié par organisation syndicale représentative au niveau de la branche et par établissement ».

### **Article 4**

#### *Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés*

Compte tenu de l'objet du présent avenant, il ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

### **Article 5**

#### *Durée et entrée en vigueur*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Sous réserve du droit d'opposition prévu par l'article L. 2232-6 du code du travail, il prendra effet à compter du premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension à intervenir dans les meilleurs délais.

### **Article 6**

#### *Révision et dénonciation*

Les organisations signataires de l'accord, ou ayant adhéré à l'accord, peuvent demander à tout moment sa révision.

L'accord peut être dénoncé à tout moment par les organisations signataires avec un préavis de 3 mois dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

### **Article 7**

#### *Publicité et formalités de dépôt*

Le texte du présent accord a été notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application. Il est établi en suffisamment d'exemplaires pour qu'un original soit remis à chaque organisation signataire et que les formalités de dépôt prévues aux articles D. 2231-2 et suivants du code du travail puissent être effectuées par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 15 mai 2018.

(Suivent les signatures.)